



JOURNAL DU CHAOS

La vie est un rêve, c'est le réveil qui nous tue. Virginia Woolf

Semaine 09 du 24/02 au 1er/03 - 202009



Coronavirus ou covid-19

L'apparition du coronavirus - baptisé covid-19 - est en train de tournebouler la terre entière. Et de mettre à mal l'économie mondiale dans la mesure où le pays le plus touché est la Chine, la désormais boîte à outil, à hauteur de 13%, de tout le système. Et les réponses apportées pour lutter contre ce virus vont de la fermeture des frontières à la mise en place de mesures de santé publique. On n'est pas loin d'une panique générale d'autant que notre connaissance du virus est parcellaire. Non seulement un patient peut être infecté sans présenter de symptômes et être tout de même contagieux, mais le Covid-19 joue des tours aux médecins en prenant des formes très diverses, « de la simple pharyngite à la pneumonie » avertit un spécialiste. Résultat, l'épidémie est difficile à contrôler.

L'Italie tousse et c'est l'Europe qui s'affole. Pourquoi l'Italie ? Mystère. Mais avec déjà 332 cas et 7 décès la crise du covid-19 prend une ampleur inédite. En France, la tension est montée d'un cran alors que l'OMS évoque un risque de pandémie. L'Union européenne a débloqué 232 millions € dont une grande partie ira à l'OMS.

En France, 57 nouveaux cas (29/02) ont été décelés depuis l'identification du virus sur notre territoire, le 24 janvier dernier. Deux personnes sont décédées. Mais le virus évolue très vite et on découvre de nouveaux foyers d'infection.

Quand l'Assemblée trahit le peuple



Obstruction contre passage en force. On peut jouer longtemps à savoir qui est coupable de poignarder encore un peu plus violemment la démocratie représentative. Du début à la fin, le projet de réforme des retraites aura constitué un naufrage politique. D'une idée plébiscitée par une majorité de Français, l'obstination technocratique à faire travailler plus longtemps des citoyens soupçonnés de paresse congénitale aura fait une occasion de plus de construire l'image d'un pouvoir autoritaire et sourd. En face, la guerre de tranchées des députés insoumis à coups d'amendements prétextes aura davantage encore détruit ce qui reste de débat à l'Assemblée nationale. Et ces mots consternants du corapporteur de la loi, le député MoDem Nicolas Turquois, lançant à l'opposition sans même se rendre compte de l'énormité de ses propos : « Certains ont dit "la République, c'est moi", eh bien, la République, c'est nous, et vous, vous n'êtes rien. » Irresponsabilité, mépris des institutions et réduction de la politique à une guerre de religion. On peut jouer longtemps à tout cela. Jusqu'à ce que les citoyens ne croient définitivement plus en la République comme moyen de tendre vers le bien commun.

Natacha Polony pour Marianne, 27/02/2020

Politique

Il y a tout lieu de penser que Benjamin Griveaux a été débranché sur ordre de l'Élysée en raison de la tournure que prenaient les événements et son annonce du remplacement de la gare de l'Est par un central Park. Largement de quoi faire passer les macronistes pour des guignols.

Le procès de François Fillon intervient comme par hasard a une encablure des élections municipales. Histoire de discréditer la droite ? Pourquoi, diantre, le procès de Sarko dans l'affaire Bygmalion, d'une toute autre envergure pourtant, est-il toujours en stand-by ?

Candidate (déjà) déclarée à l'élection présidentielle, Marine Le Pen aborde l'échéance confiante. « *J'ai de grandes chances d'être présidente de la République parce que je pense que les Français en ont soupé de la situation* », a-t-elle jugé, dimanche 23/2, lors du « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro ». On se marre.

Les Français « ont compris maintenant qu'il faut arrêter avec l'ultralibéralisme de la concurrence déloyale, l'immigration de masse, l'insécurité, le laxisme, le n'importe quoi, l'entre-soi de nos élites, la finance internationale. Il faut arrêter avec tout cela, et donc je pense que beaucoup sont prêts aujourd'hui à tenter une autre politique, une alternative à la politique menée par Emmanuel Macron», a listé Marine Le Pen.

Surprise...surprise. Le candidat d'extrême gauche à Bordeaux, Philippe Poutou, est crédité de 12% des intentions de vote, ce qui le place en troisième position. Si tel est le cas, il pourrait se maintenir au second tour et susciter une triangulaire.

Une élection, surtout à Paris, relève d'une véritable alchimie. Rachida Dati semble bien faire la course en tête devant la maire Hidalgo. Et ce qui pourrait lui donner un coup de pouce supplémentaire, ce sont les relations exécrables entre Hidalgo et l'écolo David Belliard, crédité de 13/15% des intentions de vote.

Le Salon de l'agriculture, porte de Versailles, sera l'occasion de faire un bilan sur la politique agricole du gouvernement, et notamment sur la loi Egalim, issue des États généraux de l'alimentation, promulguée le 1^{er} novembre 2018.

Cette loi a pour but principal de mieux rémunérer les agriculteurs en faisant baisser les marges des distributeurs et acteurs industriels, dénoncées souvent comme trop élevées voire abusives par les agriculteurs eux-mêmes. Et à ce titre Macron a taclé l'enseigne Leclerc taxée de 4 M€ d'amende pour non-respect des règles.

La publication d'un dossier spécial de l'hebdomadaire *Le Point* consacré aux élus accusés de flirter avec des représentants de l'islam le plus radical afin de conserver leurs mairies a ulcéré le patron de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, maire de Drancy (Seine-Saint-Denis), qui figure en une du newsmagazine.

Rachida Dati ne pratique pas la langue de bois. S'agissant de la tuerie à Hanau, en Allemagne, elle a déclaré : « *Angela Merkel n'a pas mesuré les conséquences de l'ouverture massive des frontières de l'Allemagne, en septembre 2015. Elle l'a décidée sans anticipation, sans cadre, sans même la gérer. Elle n'écoute pas son opinion publique, elle ne la prépare pas. Elle paie au prix fort cette ouverture massive des frontières.* »

Au RN le pognon, c'est tabou. Notamment les revenus de la patronne, Marine le Pen est à l'abri du besoin. Jugez-en : une allocation forfaitaire du parti, 5000 € ; ses indemnités de

député, 5700 € ; son avance frais de mandat 5400 € et 2300 € du conseil régional. Bon, mon bon, ça nous fait 18 400 €. On part où en vacances ?

Nathalie Kosciusko-Morizet qui travaille à New York pour le compte de Capgemini n'a pas résisté semble-t-il au plaisir de rencontrer Philippe Grangeon, conseiller personnel d'Emmanuel Macron. Un remaniement ministériel étant dans l'air, on se demande si la dame... La politique est un vice.

Selon un sondage, seuls 45% de Français sont sûrs d'aller voter et pour quelle liste. À l'inverse, ils sont 30 % qui, même sûrs d'aller voter, ne savent pas encore pour qui, tandis que 11 % ne savent pas encore s'ils effectueront leur devoir électoral, soit encore 41 % d'indécis. Il y a 47,7 millions d'inscrits sur les listes électorales.

Elysée

Emmanuel Macron songe à placer Nicole Belloubet, la garde des Sceaux, qui n'est pas en cour à l'Elysée pour ses trop nombreuses bourdes, à la tête de la Cour des comptes où le poste de président est vacant depuis le départ de Didier Migaud. Cela pourrait se faire après les municipales.

C'est proprement scandaleux. Et ça confirme cette République de crapules assujettie à l'idéologie ambiante et délétère qu'une pseudo élite dévoyée nous fait subir. De gôche évidemment. Emmanuel Macron rendra hommage à cet escroc qu'était Jean Daniel, âme du *Nouvel Obs*, dans la cour de l'hôtel des Invalides. On se demande à quel titre cet étron a droit aux Invalides alors qu'il vomissait l'armée, les flics et applaudissait à l'invasion de races indéterminées sur notre sol.

Mardi 25/02, Emmanuel Macron a reçu les responsables de six grands réseaux d'éducation populaires pour leur expliquer qu'ils étaient appelés à jouer un rôle de premier plan aux côtés de l'Etat afin de faire reculer le « séparatisme ». Et de débloquer 100 M€ sur trois ans.

Autre objectif du chef de l'État : « *renforcer les contrôles* » des associations pour éviter qu'elles ne fassent « *le lit du séparatisme* », selon l'entourage du président. Lors de cette réunion, la constitution d'une task force interministérielle a été évoquée pour lutter contre le séparatisme dans les domaines de l'éducation et du sport notamment.

De Macron à ses sbires : « *J'ai demandé au gouvernement de mettre en œuvre la réforme des retraites, mais je ne les forcerai à rien. Si le gouvernement veut le 49.3 je ne m'y opposerai pas. Mais ce n'est pas mon affaire. Que le gouvernement gouverne.* »

Emmanuel Macron s'est confié devant des visiteurs : « *Le pays est confronté à une crise morale profonde. Nous devons faire face au Brexit et à ses conséquences, à la grave menace du coronavirus, à une économie mondiale qui risque de dévisser, et la classe politique et les médias se passionnent avant tout pour une sextape, c'est affligeant.* »

Emmanuel Macron a passé presque treize heures au Salon de l'agriculture où il a rencontré tous les secteurs du monde agricole. Il est arrivé les mains vides étant donné que, la veille, les négociations entre Européens ont échoué à se mettre d'accord sur le budget de la PAC et que le départ des Britanniques laisse un trou de 75 milliards.

A titre de comparaison, le général De Gaulle s'est rendu au Salon en 1965 où il est resté deux heures, refusant de boire une bière et de goûter aux produits. Georges Pompidou était très à l'aise et s'y est rendu deux fois. Giscard d'Estaing s'y est rendu trois fois dans un contexte difficile.

François Mitterrand n'y a jamais foutu les pieds, « *il faut laisser ça à Chirac* », disait-il. Chirac, lui, n'a manqué aucun rendez-vous, goûtant à tout, buvant de tout et sortant de là moins lucide qu'à l'entrée. Sarko ne s'attardait pas. François Hollande appréciait ces visites au Salon mais ça c'était mal terminé. Macron y va franco et est le champion de la durée.

Gouvernement

Matignon resserre les rangs et sort les boucliers pour se préparer à une éventuelle explosion du nombre d'infections au coronavirus sur le sol français. Comme le sentiment dominant est désormais qu'une épidémie est inéluctable, l'exécutif ne veut pas être accusé de légèreté ou de négligence.

Darmanin dépité. Réflexion amusée d'un ministre : « *Cela a dû être dur pour Gérald Darmanin. Il rêve d'un gros ministère comme la Santé et les Solidarités, un poste qu'avait occupé son ancien mentor, Xavier Bertrand. Mais pour prétendre remplacer Buzyn, il lui aurait fallu renoncer à sa campagne pour la mairie de Tourcoing...* »

La saison des publications des comptes annuels étant à mi-parcours, c'est l'occasion de faire un premier bilan sur les conséquences de l'épidémie de coronavirus sur les entreprises françaises. Le sujet préoccupe les pouvoirs publics, le ministère de l'Economie et des Finances a organisé une réunion avec les acteurs économiques sur le sujet.

A l'issue de cette réunion, le ministre Bruno Le Maire a annoncé plusieurs mesures de court terme pour aider les entreprises, en particulier les sous-traitants et les PME.

Olivier Damaisin, 53 ans, député LREM du Lot-et-Garonne, a été nommé parlementaire en mission temporaire auprès des ministres Didier Guillaume et Olivier Veran sur le mal-être paysan et la prévention du suicide agricole.

Après qu'une trentaine de militaires turcs ont trouvé la mort et qu'une trentaine d'autres ont été blessés dans une attaque à Idlib, le Quai d'Orsay s'est dit solidaire avec Ankara et a appelé à une désescalade dans la région.

Institutions

T'es transparente toi ? Pauvre Belloubet, notre garde des Sceaux ! Il apparaît aujourd'hui qu'une autre propriété de notre ministre ne figure pas dans sa déclaration disponible sur le site de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Il s'agit d'une SCI familiale (« L'Amaniba »), propriétaire d'une maison dans le Var, département où Nicole Belloubet a ses habitudes de vacances. La ministre en est la gérante principale.

A l'Assemblée, c'est le foutoir. Le groupe de La France Insoumise est accusé d'obstruction parlementaire. « *C'est n'importe quoi, les journées ne sont que des rappels au règlement* », confie un parlementaire de la majorité « excédé » par les Insoumis.

Débat à l'Assemblée sur la réforme des retraites où une guerre de tranchées est menée entre le gouvernement et l'opposition. Pour Dominique Chagnollaud, constitutionnaliste, « *Comme le Conseil d'État l'a signalé, l'extrême complexité du texte, qui saute aux yeux, peut heurter le principe constitutionnel de clarté et l'objectif à valeur constitutionnelle d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi.* »

Et de poursuivre : « *Le Parlement est donc saisi en première lecture d'un projet impliquant une évolution majeure pour le financement des retraites, mais qui ne présente pas de tableaux de financement. Le législateur financier devra nécessairement être saisi*

par une loi de programmation des finances publiques pour la dimension pluriannuelle, puis par un projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour la dimension annuelle. » C'est pas gagné.

Valérie Pécresse, présidente du conseil régional Ile-de-France, se fait épingleur par la Chambre régionale des comptes pour l'emploi déguisé de 32 collaborateurs de cabinet pour un montant de 1,3 M€ en 2016 et 2017 et 2,3 M€ en 2018. Un classique du genre dont Huchon avait également usé.

La Cour des comptes s'en prend à l'Ecole polytechnique. Ce fleuron des grandes écoles françaises d'ingénieurs est handicapé par une «situation financière préoccupante», avec cinq exercices déficitaires consécutifs depuis 2014, et «des insuffisances» dans sa gestion, en particulier une tutelle «lointaine» du ministère des Armées.

Divers

Annie Gautrat - plus connue sous son nom de scène, Stone, quand elle chantait avec Eric Charden – et son mari Mario d'Alba ont décidé de soutenir la liste du maire sortant , Fernand Spaccaverri (UDI) à Commeny dans l'Allier.

Dans le même registre, l'acteur de gôche Philippe Torreton se présente à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Et l'autre idiotte télévisuelle, Audrey Pulvar, soutient Hidalgo. La liste s'allonge des « people » qui s'engagent.

L'ancien président de la République François Hollande a été exfiltré alors qu'il était en pleine séance de dédicaces dans la ville de Saint-Denis, à la suite d'irruption de manifestants dans la librairie où il se trouvait.

Comme nous l'annoncions, nous ne tenons pas à rentrer dans la tambouille municipale, tant on nage dans les associations les plus incertaines. Mais ça donne lieu à des situations pour le moins cocasses. Ainsi les gus de la liste balkanyste se sont rendus à Giverny pour prendre des consignes auprès du boss qui se repose.

Renaud Hée, tête de liste sans étiquette à Claye-Souilly (Seine-et-Marne), le crie sur tous les toits : c'est contre son gré qu'il a été investi par LREM. Mais LREM assure de son côté que personne n'est investi contre son gré ! A l'insu de son plein gré certainement.

Au Touquet, la famille Macron se démène pour faire gagner son candidat, Olivier Lebreuilly. Le 14 février, ce roi de la boulange industrielle, est venu se faire tirer le portrait à l'Elysée avec Emmanuel himself. Et deux ministres viendront le soutenir, Agnès Pannier-Runacher et Gérard Darmanin.

Ex-capitaine de la Légion étrangère et candidat RN à Calais, Marc-Alexandre de Fleurian a lancé la bataille en s'affichant avec André Kotarac, ancien conseiller régional du Rhône des Insoumis passé au RN. Et ce dans un hôtel où logent les CRS. On ne se refait pas.

La candidate « libre » de gauche à Marseille, Samia Ghali a bien du mal à boucler ses listes. Elle a réussi à débaucher un citoyen belge, ex-parmicien et qui organise des visites sur les îles du Frioul. Ô surprise, c'est aussi l'ancien batteur du chanteur belge Plastic Bertrand. Ça plane pour elle !

Guillaume Pepy fait son entrée au conseil de surveillance du groupe Lagardère – comme Nicolas Sarkozy – et apportera son expertise dans l'un des deux branches d'activité de la société, le « travel retail » à savoir la gestion des boutiques dans les lieux de transport, dont les gares.

Tambouille macro-machin

La députée de l'Hérault Patricia Mirallès a annoncé qu'elle quittait la République en marche (LREM), mais restait dans le groupe parlementaire des Marcheurs. En cause : le choix du parti d'« imposer face à Philippe Saurel », l'actuel maire de Montpellier, un autre candidat LREM, Patrick Vignal, pour les municipales de mars.

Un groupe de députés La République en marche va remettre à l'Élysée, à Matignon et au gouvernement un document compilant « dix axes de travail » visant à lutter contre le « séparatisme islamiste ».

Il s'agit de « mener le combat de reconquête républicaine » et de « lutter pour faire en sorte que les valeurs de la République soient partout présentes », a expliqué, Francis Chouat, député apparenté LREM de l'Essonne, qui avait succédé à Manuel Valls à la mairie d'Évry.

Stanislas Guerini, le patron de LREM, se prépare à lancer, au lendemain des municipales, une réorganisation du mouvement macroniste. Pour un ministre en effet, « LREM correspondait à un temps de notre vie commune aujourd'hui dépassé ».

Fin de liesse. Le soufflé est retombé concernant Agnès Buzyn. « Les gens l'aiment bien, mais lui demandent aussi pourquoi elle s'est embarquée là-dedans. La remarque qui lui revient le plus, c'est qu'on ne s'improvise pas maire de Paris en trois semaines », raconte un colistier.

Selon Buzyn, les agents de la capitale ne seraient pas préparés en cas d'épidémie. Pis, elle affirme « ne pas avoir eu de contacts » avec la maire de Paris quand elle était encore ministre. Et Hidalgo de brandir une lettre de l'ex-ministre, la « remerciant vivement » pour sa mobilisation face au virus... Y a du boulot !

Macron a beau dire qu'il n'entend pas se mêler des élections municipales – ce qu'il a fait pourtant à Bayonne et à Paris -, ces élections n'en sont pas moins importantes pour son parti afin d'engranger le maximum de conseillers municipaux en vue des prochaines élections sénatoriales de septembre.

Droite

Tout porte à croire que François Baroin songe à la présidentielle de 2022. En coulisses, Francis Szpiner active ses réseaux pour son associé et ami, pour le moment simple candidat à la mairie de Troyes. Et sur la toile les noms de domaine baroin2022 ont déjà tous été réservés !

Christian Jacob a rencontré les sénateurs. Et il a insisté sur le fait qu'il ne voulait pas entendre parler de primaire à droite. Le temps est à la réflexion et au programme (on se marre !). Histoire de faire comprendre à François Baroin que le temps des déclarations (à la présidentielle), n'est pas d'actualité au parti.

Rigolo. Alain Juppé, alors maire de Bordeaux, s'est esclaffé quand il a appris, fin 2017, la nomination comme préfet de la Gironde, Didier Lallement, en poste à Paris depuis 2019 : « Dis donc, il paraît qu'on m'envoie un nazi ? ».

Confession de Christian Jacob qui avoue bien s'entendre avec les femmes du gouvernement comme Elisabeth Borne, Muriel Pénicaud et Agnès Buzyn. « Elles se comportent bien avec nous et nous consultent. Avec les autres ministres nous n'avons aucun contact ».

Gauche

Ian Brossat, représentant du parti communiste à la mairie de Paris et adjoint du maire Anne Hidalgo en charge du logement, outre le fait de tacler Agnès Buzyn (REM) qui a remplacé au pied levé Benjamin Griveaux atteint d'onanisme, considère que le principal adversaire est bien Rachida Dati. « *Elle a réussi en quelques semaines à ressusciter la droite parisienne qu'on avait crue disparue au lendemain des européennes* ».

Le peu drôle pseudo humoriste Christophe Alévêque a foutu la zizanie et créé le malaise dans un mitinje de la maire Hidalgo. Qu'il s'en prenne à Macron et Buzyn « dit la buse », ça peut amuser, mais quand il s'en prend aux écolos, ça coince : « *Le problème avec les écolos, c'est que dès qu'ils font un bon score, ils se sentent plus pisser et après, ils se pissent dessus* ».

Société

A l'occasion du procès de Laurence Blerreau, condamnée par les assises du Rhône à treize ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son mari, qui ne l'avait jamais brutalisée mais « voulait partir », on a appris que 20 % des auteurs (identifiés, car nombre d'empoisonnements par exemple passent pour des morts naturelles) d'homicides conjugaux étaient des femmes.

Selon une étude du Credoc, il ressort qu'un Français sur trois est affecté par un des six facteurs de vulnérabilité passés à la loupe : pauvreté, santé dégradée ou handicap, chômage ou sous-emploi, mal logement, isolement ou relégation territoriale. Un autre tiers est affecté par deux ou plus de ces facteurs. Ce sont donc deux tiers de la population qui sont confrontés à au moins une de ces sources de fragilité.

L'observatoire Amarok, qui surveille depuis dix ans la santé des dirigeants de PME, estime dans sa dernière étude que presque un patron sur cinq souffre désormais d'épuisement professionnel. Les métiers les plus concernés sont les agriculteurs, les artisans et les experts-comptables.

Une grande enquête sur l'hygiène des Françaises avait été menée dans les années 1950 par le tout nouveau magazine *Elle*. Rebelote aujourd'hui mais sur les hommes également et ce pour le compte d'une société de nettoyage. N'oublions pas en effet qu'hygiène et santé vont de pair et sont aussi un marqueur civilisationnel.

Bon, grosso modo, on n'est pas cradingue. 81% des femmes et 71% des hommes font une toilette complète une fois par jour. 94% des femmes changent de culotte tous les jours (17% en 1951) mais 73% chez les hommes. Le taux descend chez ceux qui ont moins d'un rapport sexuel par semaine (63%) Et après avoir pissé ? Seuls 71% se lavent les mains et 49% avant de passer à table.

En 2019, 188 mineures prostituées ont été identifiées dans des affaires de proxénétisme, soit 28 % de plus que l'année précédente, indique l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH). Parmi elles, quatre étaient âgées de 13 ans. Du côté des proxénètes, 12 % des mis en cause étaient eux-mêmes mineurs.

Aujourd'hui, la prostitution des mineures touche tous les milieux sociaux, toutes les zones géographiques, et ça s'exprime de plusieurs manières ; du michetonnage aux filles exploitées à plusieurs dans des appartements ou des hôtels, en passant par celles qui

proposent leurs services toutes seules en utilisant les réseaux sociaux, dans l'illusion d'une indépendance financière.

Faits divers

Seize ans après sa mise en vente, le château de la famille Giscard d'Estaing à Chanonat (Puy-de-Dôme) a été cédé entre 1 et 1,5 million d'euros, soit la moitié de son prix initial, à un acquéreur auvergnat qui envisage d'y aménager des chambres d'hôte puis une ferme pédagogique.

Les images, particulièrement violentes, ont été condamnées par le président croate, Zoran Milanovic. Lors d'un carnaval dans la petite ville d'Imotski, des poupées de carnaval à l'effigie d'un couple gay tenant un enfant ont été incendiées. Les organisateurs du carnaval ont rétorqué n'avoir fait que respecter la tradition.

Fallait s'y attendre. Iana Zhdanova, la Femen de 31 ans qui avait poignardé, seins nus évidemment, la statue de cire de Vladimir Poutine au musée Grévin en juin 2014, est définitivement relaxée du délit d'exhibition sexuelle par la Cour de cassation.

Le Centre du don des corps à la science, au cœur d'un scandale depuis des révélations sur les conditions de conservation des corps, a fait l'objet d'un cambriolage. Une plainte a été déposée par l'université Paris-Descartes, dont dépend le centre, pour « vol » et « intrusion non autorisée dans un système de données ».

Un chahut entre des amis alcoolisés sur un quai de la station de métro Porte de Versailles, sur la ligne 12, a tourné au drame. L'un d'entre eux a alors eu l'idée d'uriner sur les voies. Alors qu'il se soulageait, deux autres qui s'amusaient à se pousser l'auraient déséquilibré. Le jeune homme est tombé sur les voies alors qu'une rame arrivait. Le conducteur n'a pas eu le temps de freiner. L'homme est mort sur le coup.

Migration/islam

Evoquant en 2010 la masse des retraites versées à nos anciens colonisés, Rolande Ruellant, alors présidente de la 6^{ème} chambre de la Cour des comptes, soulignait déjà que nous versions « chaque année des centaines de millions d'euros » aux « *pensionnés centenaires enregistrés dans nos caisses de retraite et dont le nombre est supérieur à celui des centenaires recensés par l'Algérie* ».

Confirmant le fait en décembre dernier, Capital signalait en outre que « *certaines bénéficiaires compteraient 115 pages au compteur* », une longévité qui devrait faire figurer la patrie du FLN dans le livre Guinness des records ! Toujours selon Capital, un simple « *certificat de vie transmis à nos caisses sociales suffit pour percevoir une pension* », d'où nombre de juteux trafics favorisés par les autorités barbaresques.

La ministre de la Justice a annoncé sur RTL que 43 jihadistes condamnés en France pour terrorisme sortiront de prison en 2020 suivis par « une soixantaine d'autres en 2021 ». Tous feront l'objet d'une surveillance administrative et d'un suivi par les services de renseignement.

André Santini, 79 ans, maire d'Issy-les-Moulineaux, grand franc-mac, s'obstine à vouloir implanter une mosquée de plus de 1000 places financée par la ville. Des citoyens ont saisi les tribunaux qui ont annulé le permis de construire.

Mais rien n'y fait et Santini refuse tout dialogue. Du coup, las de ses méthodes autoritaires, les Isséens ont monté une liste, *Vivre Issy pleinement*, qui sera conduite par Martine Vessière, ancienne adjointe à la Culture de Santini.

274 nouveaux migrants en provenance de Libye, transportés par l'*Ocean Viking* vers la Sicile devront observer une période de quarantaine particulièrement importante en raison de l'épidémie de Covid-19.

Ecologie/ sciences & techniques

Premier bilan du coronavirus : la Chine est le premier pays atteint avec 77 020 cas dont 2242 morts. L'Italie totalise 149 cas en quelques jours et trois décès. La Corée du Sud compte 602 cas et 6 décès. La France 57 cas dont un seul mortel. De nombreux pays ferment leurs frontières. Mais ces chiffres sont relatifs et évoluent chaque jour.

Le Pakistan, la Turquie, l'Arménie, la Jordanie et l'Afghanistan ont fermé leurs frontières avec l'Iran (43 cas, 8morts) ou restreint les échanges avec ce pays. Singapour, la Malaisie, Hongkong, les Philippines et le Viêt Nam ont suspendu l'arrivée d'étrangers en provenance de Chine.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il n'existe pour le moment aucune preuve que des animaux comme des chats ou des chiens puissent attraper le virus. Pourtant, à Hong Kong, un chien d'une sexagénaire infectée a lui aussi été testé positif au coronavirus.

« *Des échantillons prélevés dans les cavités nasales et orales* » de l'animal « *ont été testées faiblement positifs au Covid-19* », ont précisé les autorités hongkongaises. Conséquence, tous les animaux domestiques des personnes touchées par le coronavirus dans l'île seront désormais placés en quarantaine.

Le réacteur n°1 de la centrale nucléaire de Fessenheim, la plus ancienne de France en activité, a été débranché du réseau électrique national la semaine dernière. Le second réacteur sera stoppé le 30 juin prochain. « *On a sacrifié cette centrale sur l'autel politique* », clament les opposants.

La fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim répond d'abord d'un problème de sécurité avant de vouloir en faire un sujet politique. En effet, le radier (la dalle de béton à la base des réacteurs) n'est épais que de 1,20 m alors que tous les autres font 4 mètres d'épaisseur.

Or, il est impossible de renforcer cette dalle en raison de la présence sous elle d'une nappe phréatique. Pas question donc de prendre le risque que ladite nappe soit contaminée en cas d'accident. L'ASN (le gendarme du nucléaire) a donc demandé sa fermeture.

47 000 paysans français se sont convertis aux principes de l'agriculture biologique (pas de pesticides de synthèse, non-OGM...). Soit plus de 10 % des 460 000 fermes recensées dans l'Hexagone, contre 9,5 % en 2018. Et ce pour une surface de 2,3 millions d'hectares soit 8% de la surface agricole utile.

Economie et covid-19

Usines à l'arrêt, avions vides, hôtels désertés, musées, bars ou opéra fermés à Milan, sans compter plus de 5 000 milliards de dollars évaporés des bourses mondiales en quelques jours... Tous les ingrédients d'une crise majeure à l'échelle planétaire sont là. La panique sur les marchés financiers depuis le début de la semaine risque de gagner l'économie réelle. Plus de quarante pays sont touchés. Concentrée jusque-là sur la Chine, l'inquiétude est montée d'un cran cette semaine après l'explosion des cas révélée en Italie. Moins dangereux pour la santé que l'épidémie de Sras en 2003, le coronavirus est d'ores et déjà plus grave sur le plan économique. Entre-temps, le poids de la Chine dans l'économie mondiale a quasiment triplé, pour atteindre 13 %.

Economie

La directrice du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, s'est dite inquiète de l'impact du coronavirus sur l'économie mondiale lors d'une réunion du G20 à Ryad.

« *Le virus Covid-19, une urgence sanitaire mondiale, a perturbé l'activité économique en Chine et pourrait mettre en péril la reprise* », a-t-elle déclaré devant les représentants des vingt premières économies.

Arnaud Lagardère a demandé à Nicolas Sarkozy de rejoindre le conseil de surveillance du groupe Lagardère lors de sa prochaine assemblée générale. L'ancien chef de l'État, qui siège déjà aux boards d'Accor et du Groupe Barrière, tous deux présidés par deux de ses amis proches, a accepté la proposition de son pote Arnaud Lagardère.

L'ancien président de la République aura fort à faire face aux critiques du premier actionnaire, le Qatar, et du deuxième actionnaire, le fonds Amber Capital qui souhaite faire sauter le statut de société en commandite du groupe.

Stupeur et tremblements. La fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim fait plaisir aux écolos, mais pas sûr que ce soit la même chanson en Allemagne, où les Verts qui dirigent le land du Bade-Wurtemberg sont propriétaire à 17,5% de ladite centrale qui leur fournit 17,5% de courant bon marché.

PSA Peugeot-Citroën a décidé de verser à ses salariés qui gagnent moins de deux fois le Smic – qui est à 1540 € rappelons-le – (soit - 3 000 €), une prime de 4100 € au titre de l'exercice 2019.

Culture/médias

Le magazine des têtes couronnées, *Point de vue*, a connu une mauvaise année 2019 avec un recul de près de 8% de la diffusion France payée. L'actualité royale outre-Manche aurait dû pourtant doper les ventes. Ben non ? La famille Pinault, Christian Langlois-Meurinne, Charles Beigbeder et Stéphane Bern, propriétaires du canard, font la gueule.

Le sort de l'émission *On n'est pas couché* de Laurent Ruquier passera vraisemblablement à la trappe à la rentrée prochaine. « *Ce n'est pas officiel, évidemment, mais l'arrêt en juin est acté avec Ruquier. On commence déjà à réfléchir à la suite* », explique-t-on dans les couloirs. « *Takis Candilis marche sur des œufs car il veut garder Ruquier, à qui M6 fait la danse du ventre* », décrypte un autre. Tu regardes Ruquier, toi ? - C'est qui ?

Alain Juillet, président de l'Académie de l'intelligence économique, ancien directeur du renseignement à la DGSE, va animer une émission de géopolitique sur la chaîne russe d'information Russia Today France (RT France) dès le début mars.

Le mensuel *Le Nouveau magazine littéraire* est aujourd'hui détenu par Claude Perdriel, Xavier Niel et Bruno Ledoux. Le duo formé par Jean-Jacques Augier (ex-proprétaire de *Têtu*) et Stéphane Chabenat se propose de le fusionner avec leur titre *Lire*. Mais la rédaction actuelle – 15 salariés - entend faire obstruction.

Censure. Le sondeur Jérôme Sainte-Marie, président de PollingVox, chroniqueur régulier sur la chaîne LCI (TF1), est écarté de l'antenne au motif qu'il fournissait des sondages au Rassemblement national. Dans quel pays somme-nous ?

Les LGBT, espèce protégée

Les rappers, quasiment tous allogènes, peuvent bien vomir leur haine viscérale de la France et le mépris de son peuple, ils ne risquent au pis que 5 000 euros d'amende (avec sursis !) comme leur collègue Nick Conrad, l'immortel auteur de « *Pendez les Blancs, tuez leurs bébés* ». Ce Camerounais récidiva d'ailleurs en mai 2019 avec un titre d'une telle violence, cette fois contre les policiers, que, poussé aux fesses, le ministre Castaner devait « *condamner sans réserve et sans ambiguïté les propos inqualifiables et le clip odieux de Nick Conrad, qui n'est rien d'autre qu'un appel à la haine de notre pays et à la violence* ». Que croyez-vous toutefois qu'il arriva ? Le 18 novembre dernier, malgré le signalement du ministre de l'Intérieur, la procédure fut classée sans suite, le parquet de Paris estimant que « *les faits n'étaient pas clairement établis* » et les preuves trop « *insuffisantes pour que l'infraction soit constituée* ». Tout change en revanche lorsque la cible n'est plus les Francos mais les homos. Le rappeur Koba LaD ayant dans un tweet semblé cautionner le meurtre de son fils gay par un père (noir) américain, il a aussitôt été déprogrammé par toutes les grandes antennes radio ainsi que par les cinq festivals auxquels il devait participer et qui jurent ne vouloir inviter que des artistes « *prônant la tolérance et le respect de tous, loin de tout propos et comportements discriminatoires* ». Lesquels sont justement l'essence raciale du rap.

(source : *Présent*)

Europe

Union européenne. Comme nous l'avions laissé entendre, les dirigeants européens ont affiché leurs divergences lors d'un sommet spécial consacré au budget de l'UE des sept prochaines années et qui laisse présager de longues et difficiles négociations.

Allemagne. Une nouvelle crise a éclaté au sein de la CDU, parti d'Angela Merkel, sa direction nationale refusant toute alliance au niveau régional, et plus précisément en Thuringe, avec le parti de gauche radicale Die Linke. La CDU locale avait déjà fait alliance avec l'AfD pour remporter les élections. Crise identitaire donc au sein de la CDU.

La CDU, en pleine crise et au lendemain d'un nouveau revers électoral et après la crise liée à la situation en Thuringe, a décidé de choisir la date du 25 avril pour élire son nouveau président, candidat à la succession d'Angela Merkel.

Parmi les noms qui circulent, deux partisans d'un coup de barre à droite dans l'espoir de récupérer les électeurs tentés par l'AfD, Friedrich Merz et Jens Spahn et deux modérés, Armin Laschet et Norbert Röttgen.

Angleterre. Boris Johnson a fait approuver les grandes lignes de son mandat pour entrer en discussion avec Bruxelles lors du premier rendez-vous qui aura lieu le 3 mars prochain. Un autre devrait suivre, à Londres cette fois. Et les Britanniques espèrent aboutir à un accord d'ici le 31 décembre.

Burn out à la BBC. Boris Johnson, remonté contre une BBC qu'il estime gauchiste et antiBrexit, le premier ministre britannique a dégoupillé une grenade en décembre 2019, menaçant de supprimer la redevance. La redevance britannique s'élève actuellement à 154,50 livres sterling par an (184 euros) et son montant global atteint 3,7 Mds £, soit les ¾ du budget de la BBC.

À l'approche du Brexit, le Royaume-Uni a acheté de l'or russe pour un montant record de 4,86 milliards d'euros. Les exportations de platine et d'argent russes à Londres ont elles aussi augmenté. Le Royaume-Uni représente 93% de l'ensemble des exportations d'or russe en 2018.

L'Ecosse a franchi une nouvelle étape dans la lutte contre la précarité menstruelle. le parlement autonome a voté en première lecture une proposition de loi prévoyant la distribution gratuite de tampons et serviettes hygiéniques dans différents lieux publics : pharmacies, clubs de jeunesse...

Belgique. Le roi des Belges tente, pour la sixième fois, de former un gouvernement en missionnant deux parlementaires, Patrick Dewael, président de la Chambre des représentants et Sabine Laruelle, présidente du Sénat. La presse titre : « *Négociations fédérales : on en a tous marre* ».

Des juifs associés à des fourmis, représentés avec des nez crochus, des personnes affublées de tenues de soldats SS de l'Allemagne nazie, bienvenue au carnaval d'Alost dans les Flandres. Ca hurle dans tous les coins, of course ! Sauf que ce n'est pas une discrimination mais une tradition.

Espagne. Un auteur argentin, Leonardo Faccio, a dressé le portrait peu bienveillant de la femme de Felipe VI, Laetizia, ex-speakeuse télé. C'est une authentique virago, face à un mari faible sous emprise maternelle et peu apte à commander. C'est une ambitieuse et une arriviste... arrivée ! Interrogé ses ex-petits amis préfèrent se tenir très éloignés d'elle. Bref, madame porte la culotte.

Grèce. Plus d'un millier d'habitants de l'île grecque de Lesbos ont manifesté le 27 février à Mytilène contre un nouveau camp de migrants, mais le gouvernement appelle au dialogue au lendemain de violents affrontements entre manifestants et policiers.

Plusieurs associations de commerçants de Lesbos et des syndicats proches du parti communiste grec, à l'origine de la manifestation, ont également appelé à la poursuite de la grève sur l'île. Plus de 38 000 demandeurs d'asile s'entassent dans des conditions difficiles dans les camps actuels des îles de Lesbos, Samos, Chios, Leros et Kos, officiellement prévus pour 6 200 personnes. Et l'Europe sans tout cela ?

Italie. Avec 7 morts et 322 contaminations (bilan provisoire), l'Italie s'enfoncé dans la psychose. Plusieurs villes du Nord sont en quarantaine et le carnaval de Venise est interrompu. Une chape de plomb s'est abattue sur tout le nord de l'Italie.

Portugal. Le Parlement portugais a adopté en première lecture cinq propositions de loi en faveur de la dépénalisation de l'euthanasie. Le texte soumis par le Parti socialiste précise « *les conditions spéciales pour la pratique de l'euthanasie non punissable* ».

Russie. Alors que la tension autour d'Idleb est à son comble, Moscou a annoncé l'envoi de deux frégates en Méditerranée. Une communication qui intervient au lendemain de la mort de 33 soldats turcs dans une frappe aérienne de l'armée syrienne.

Slovénie. Intégrer l'Union européenne comporte d'étranges obligations. Peu accueillante à ses voisins croates qui, bien que catholiques également, ne constituent que 1,8 % de sa population, la petite et prospère Slovénie a dû, après des lustres de résistance, inaugurer début février à Ljubljana sa première mosquée, dominée par un minaret de 40 mètres de haut et pouvant abriter jusqu'à 1 400 fidèles.

International

Proche-Orient. Paris, Berlin, Moscou et Ankara vont se concerter pour tenter de stopper l'escalade en Syrie. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a annoncé la tenue d'un sommet, le 5 mars, avec ses homologues français, Emmanuel Macron, et russe, Vladimir Poutine, ainsi que la chancelière allemande, Angela Merkel, consacré à la crise à Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie.

Turquie. La Turquie n'empêchera plus les migrants qui essaient de se rendre en Europe de franchir la frontière, a assuré à l'AFP un haut responsable turc. La décision d'«*ouvrir les portes*» a été prise lors d'un conseil de sécurité extraordinaire présidé par le chef de l'État Recep Tayyip Erdogan. La Grèce multiplie les patrouilles et un appel à la mobilisation générale a été lancé.

Etats-Unis. Donald Trump a effectué sa première visite officielle en Inde où il s'est entretenu avec le Premier ministre Narendra Modi. Au menu, l'incontournable visite du Taj Mahal et la vente d'hélicoptères militaires pour un montant d 2,6 Mds\$. Mais surtout renforcer les relations avec Delhi pour contrecarrer l'influence chinoise en Asie.

La bataille autour du budget européen

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE, qui s'est déroulé jeudi et vendredi (20-21/02) à Bruxelles, n'a pas permis de trouver un accord sur le prochain cadre financier pluriannuel européen. Ce cadre financier pluriannuel (CFE) sert de base à l'adoption des budgets annuels. Le CFE actuellement en vigueur couvre les années 2014 à 2020 et il prendra donc fin dans dix mois. Le prochain CFE doit couvrir la période 2021-2027.

La difficulté vient des exigences contradictoires posées par les 27. L'Union européenne voudrait d'une part s'engager dans des programmes ambitieux – et coûteux –, par exemple pour freiner le réchauffement climatique ou pour s'impliquer collectivement dans la protection des frontières extérieures de l'UE. Face à ces projets, 15 pays du Sud et de l'Est exigent que les montants alloués à la politique de cohésion, c'est-à-dire au développement des régions les plus pauvres du bloc, soient maintenus à leur niveau actuel. Les fonds de cohésion absorbent plus du tiers du budget de l'UE, un autre tiers étant absorbé par la politique agricole commune (PAC). Le président français a soutenu à Bruxelles le maintien de la PAC à son niveau actuel, estimant que « la PAC ne peut pas payer pour le Brexit ». Car le Brexit vient ajouter à la difficulté de l'exercice puisque le Royaume-Uni était le deuxième plus gros contributeur net pour le budget de l'UE, avec une cotisation qui a dépassé en 2018 de 9,8 milliards d'euros les sommes perçues en retour, et ce malgré le fameux rabais britannique imposé en 1984 par Margaret Thatcher. Pour le CFE 2021-2027, la perte nette liée au Brexit est estimée à plus de 80 milliards. La France, avec un surplus net de 7,4 milliards d'euros, était en 2018 le troisième plus gros contributeur net au budget européen, derrière l'Allemagne (17 milliards) et le Royaume-Uni. Suivaient, dans l'ordre, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède, l'Autriche, le Danemark, la Finlande et l'Irlande. Tous les autres pays sont des bénéficiaires nets du budget de l'UE. En tête de la liste des bénéficiaires nets, on trouve la Pologne, la Hongrie, la Grèce et le Portugal.

Négociations difficiles

Plusieurs contributeurs nets voudraient donc réduire les fonds de cohésion et les fonds agricoles. Leur objectif serait un budget équivalant à 1 % du revenu national brut (RNB) de l'ensemble de l'UE. En face, les 15 pays du groupe des « Amis de la cohésion » auraient voulu un budget à 1,3 % du RNB européen. La base de négociation proposée, sans succès, par le président du Conseil européen Charles Michel, était un budget supérieur à 1,074 % du RNB européen, soit 1 094 milliards d'euros de dépenses entre 2021 et 2027.

Dans ces négociations, deux contributeurs nets – la France et l'Irlande – se sont rangés du côté de ceux qui réclament le maintien des fonds de cohésion et des fonds agricoles, qui correspondent à des politiques prévues dans les traités européens, tandis que les pays exigeant moins de dépenses – l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède et la Finlande – voudraient en outre réorienter ces dépenses vers le « pacte vert », la gestion des flux migratoires et la transition vers le numérique. Le Parlement européen promet de son côté de refuser un budget qui ne serait pas à la hauteur des nouvelles ambitions affichées par l'UE.

Il est vrai qu'entre s'occuper de tout et dépenser moins, il y a un choix nécessaire que certains Etats membres ne semblent pas vouloir faire.

Olivier Bault, pour Présent 25/02/2020

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[études sur le QI](#)

[pour une vraie politique de l'immigration par Pierre Brochand](#)

[covid-19, l'avis d'Alain de Benoist](#)

[François Bousquet réagit sur le dossier de l'Express consacré à Philippe Tesson](#)

[coronavirus et zones de non droit](#)

[rencontre Christian Combaz et François Bousquet](#)

Journées de lecture

Une famille noble sous la Terreur, d'Alexandrine des Echerolles, Mercure de France, 432 p., 11,50 €

Dans cette excellente collection des « Mémoires » du Mercure de France, ce témoignage précieux, loué par Lamartine et Taine, sur la réalité humaine de la Révolution. Fille d'un gentilhomme de Moulins, élu commandant de la garde nationale puis suspect et emprisonné, tandis que ses frères émigrent, Alexandrine se cache à Lyon avec son père. Sa tante très aimée est guillotinée. Elle peut écrire « *la Révolution m'a fait centenaire à quatorze ans* ». Un témoignage de première main sur cette catastrophique révolution. Poignant.